

Lumière sur Sunshine

Ce que les labos donnent à nos médecins

Open Data sur les cadeaux et contrats versés par les laboratoires pharmaceutiques
aux praticiens de santé entre janvier 2012 et juin 2014

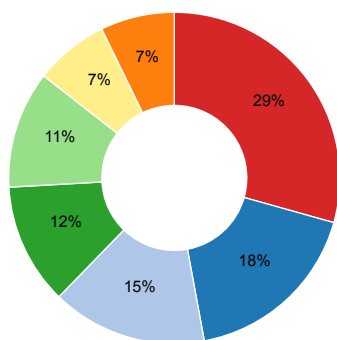


2 463 057 cadeaux
soit 236 982 027 €
entre janvier 2012 et juin 2014

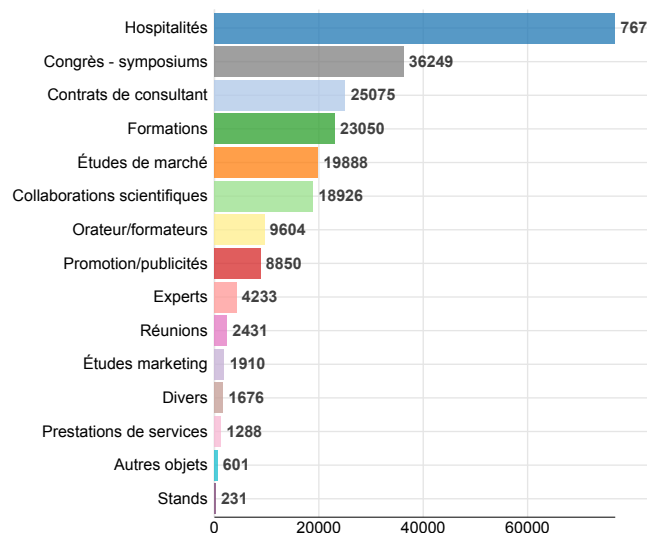


231 476 contrats
soit XXX XXX XXX (Les
montants des contrats ne
sont pas publics) €
entre janvier 2012 et juin 2014

● Repas ● Hospitalités ● Transports
● Hébergements ● Congrès ● Dons
● Autres types de cadeaux



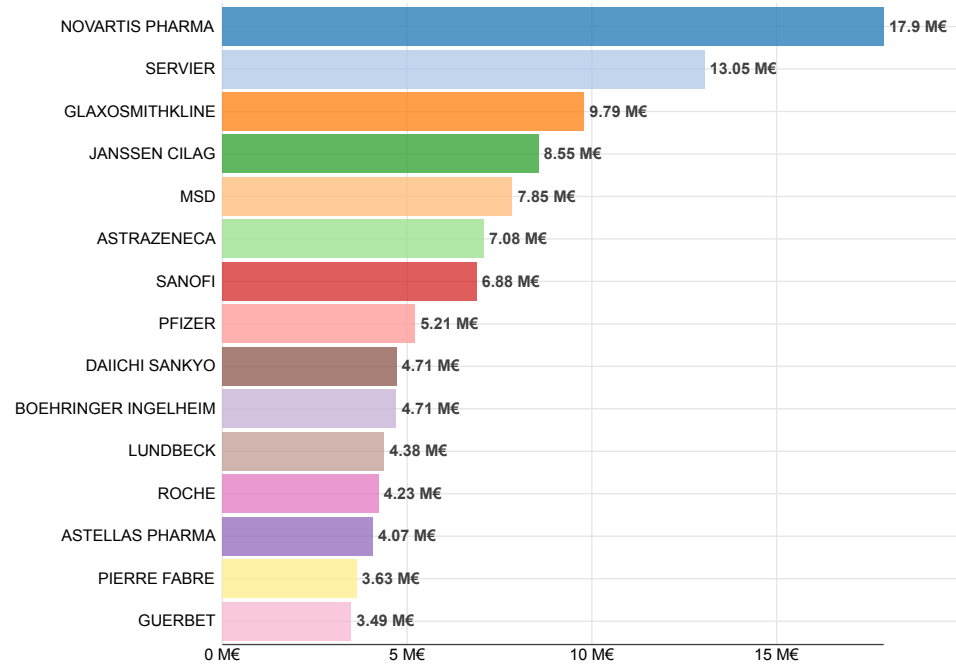
Répartition de la nature des cadeaux



Répartition des types de contrats

Les laboratoires qui dépensent le plus

Les 15 labos les plus généreux



Tous les laboratoires

Labo	Montant des cadeaux	Nombre de contrats
NOVARTIS PHARMA	17899820 €	10462
SERVIER	13048697 €	5889
GLAXOSMITHKLINE	9791709 €	7217
JANSSEN CILAG	8553239 €	528
MSD	7847121 €	42041
ASTRAZENECA	7076210 €	19837
SANOFI	6875486 €	5039
PFIZER	5214278 €	2212
DAIICHI SANKYO	4714118 €	1541
BOEHRINGER INGELHEIM	4708388 €	27998

Affichage des lignes 1 à 10 sur 895 lignes au total

10 ▲

lignes par page

<< < 1 2 3 4 5 > >>

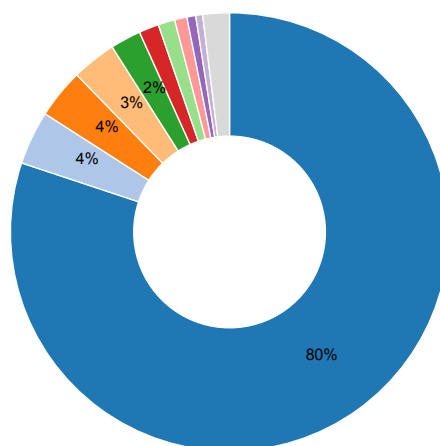
[OPEN DATA](#)

— Télécharger les données en OpenData par département (data/labos.departements.csv)

Les praticiens sous influence

Répartition du montant des cadeaux par types de bénéficiaires

Médecins Assos de prof. de santé Pharmaciens Infirmiers Fondations
Dentistes Assos d'usager de santé Internes Étudiants Préparateur en pharmacies
Autres qualifications



[OPEN DATA](#) — Télécharger les données en OpenData par département (data/metiers.departements.csv)

Les 5000 principaux bénéficiaires

Rechercher

Praticien (nom anonymisé)	Spécialité	Montant des cadeaux	Nombre de contrats
Médecin bd2936597c000166ee825a34347e24c8	Chirurgie	82781 €	8
Médecin e56abf8da2aff2d3150b61fb69ad1b45	Cardiologie	79198 €	5
Médecin 723af52efa75fa5aad1afa0f4832b867	Cardiologie	77480 €	0
Médecin aae9b1986691008977aaebed72faa472	Psychiatrie	74041 €	20
Médecin ca14ed3f9e496e10d465dbe3ed6a92bd	Cardiologie	73953 €	1
Médecin 5d7413ab0a94b9f3ec143e9a3c389863	Psychiatrie	70695 €	3
Médecin b6f5bb3cd1021a180afa70ebc84b24f8	Chirurgie	65365 €	12
Médecin a9fdad95218a0c31a9525b247cf3fbc	Chirurgie	59012 €	9
Médecin 1fa050ae3c74b3df1cf3d3cfc38598af	Oncologie	58228 €	10
Médecin eb75b0cba0b44e7e93b1a81fa394b95a	Cardiologie	58018 €	9

Affichage des lignes 1 à 10 sur 5000 lignes au total

10 ▲

lignes par page

<< < 1 2 3 4 5 > >>

[OPEN DATA](#) — Télécharger les données en OpenData (data/beneficiaires.csv)

À propos

Contexte

Suite au scandale du Médiateur, le Parlement a adopté en 2011 (<http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000025053440&categorieLien=id>) un Sunshine Act (<http://market-it.fr/loibertrand>), inspiré de la législation américaine (http://en.wikipedia.org/wiki/Physician_Payments_Sunshine_Act) : sur proposition de Xavier Bertrand, alors ministre de la Santé, il a été décidé que l'ensemble des cadeaux et contrats accordés à des praticiens de santé (médecins, dentistes, infirmiers, sages-femmes, pharmaciens, étudiants) par les laboratoires pharmaceutiques feraient l'objet d'une déclaration et d'une publication.

En 2013, Marisol Touraine a mis en œuvre ces dispositions par décrets (<http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027434029>), après avoir consulté la CNIL. Alors que ces données ne concernent pas la vie privée des intéressés, la CNIL a étrangement décidé que ces données étaient « confidentielles » (http://www.regardscitoyens.org/wp-content/uploads/2013/06/CNIL-D2012-125_Declaration-publique-dinterets_VS.pdf) et que tout devait être mis en œuvre pour empêcher l'« indexation par des moteurs de recherche » des données nominatives de ce registre. Le lobbying des laboratoires pharmaceutiques a manifestement également atteint le ministère de la Santé, qui a décidé que le montant des contrats ne serait pas rendu public. Des associations de médecins comme le Formindep (<http://www.formindep.org/Requete-en-annulation-des-decrets.html>) et l'Ordre des médecins (<http://www.conseil-national.medecin.fr/article/independance-professionnelle-des-medecins-%E2%80%93-declaration-d%E2%80%99interets-%C2%AB-sunshine-act-%C2%BB-la-francaise-1076>), des associations de consommateurs comme l'UFC Que Choisir (<http://www.quechoisir.org/sante-bien-etre/maladie-medecine/medicament/actualite-medicaments-traitement-de-choc>) ou de citoyens, comme Regards Citoyens (<http://www.regardscitoyens.org/lavis-de-la-cnil-qui-demande-la-confidentialite-des-declarations-publiques-dinterets/>) se sont exprimés contre ces choix de transparence au rabais.

Méthodologie

Ce corpus de données a été constitué par Regards Citoyens entre octobre 2013 et février 2015. Il contient 2 780 798 cadeaux ou contrats publiés par les ordres des médecins (<http://www.sunshine-act.ordre.medecin.fr/>), pharmaciens (site inaccessible (<http://transparence.ordre.pharmacien.fr/>)), sages-femmes (<http://sunshine.ordre-sages-femmes.fr/>), infirmiers (<http://transparence-infirmier.cnoi.fr/>) et dentistes (<http://www.ordre-chirurgiens-dentistes.fr/chirurgiens-dentistes/transparence-liens-entrepriseschirurgiens-dentistes.html>), sur le site officiel dédié Transparence Santé (<https://www.transparence.sante.gouv.fr/>), mais également dans 280 fichiers que l'Ordre des médecins a mis à disposition (http://www.sunshine-act.ordre.medecin.fr/liste_donnees_non_exploitable) faute d'avoir pu les traiter correctement : les laboratoires pharmaceutiques les avaient fournis dans un format inexploitable en 2013. Ce corpus n'est sans doute pas complet, certaines données ayant par ailleurs été ignorées pour éviter les problèmes de doublons ou de format.

FAQ

Pourquoi n'indiquez-vous pas le montant des contrats ?

Lors de la mise en œuvre des dispositions Sunshine, le ministère de la Santé a choisi de ne pas imposer aux laboratoires pharmaceutiques la publication des montants des contrats qu'ils signent avec des praticiens de santé. Seul un laboratoire, sans doute par erreur, a indiqué les montants de ses contrats, oscillant entre 10 000 et 40 000 €. La circulaire du ministère de la Santé (http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2013/06/cir_37134.pdf) indiquant que les montants des contrats ne devaient pas être publiés a été attaquée par le Formindep (<http://www.formindep.org/>) et l'Ordre des médecins (<http://www.conseil-national.medecin.fr/>) au Conseil d'État qui leur a donné raison en demandant (<http://arianeinternet.conseil-etat.fr/arianeinternet/getdoc.asp?id=203469&fonds=DCE&item=1>) que ces montants soient rendus publics. Cette décision serait rétroactive, mais nous ne disposons pas encore de ces données.

Pourquoi n'indiquez-vous pas le nom des médecins ?

La CNIL dans un avis du 2 mai 2012 (<http://www.regardscitoyens.org/lavis-de-la-cnil-qui-demande-la-confidentialite-des-declarations-publiques-dinterets/>) a demandé la modification du décret du ministère de la Santé pour assurer la « confidentialité » des données à caractère personnel publiées. À contrecœur, nous nous plions donc à cette décision, même si nous la contestons : non seulement les données des cadeaux et des contrats ayant trait à la vie professionnelle des praticiens de Santé ne violent pas la vie privée, mais comme l'a démontré le scandale Médiateur, les liens d'intérêts entre les labos et les

praticiens ont de forts impacts sur la santé de certains patients et le financement de la sécurité sociale. Il est donc d'intérêt général que ces informations soient rendues publiques et puissent être librement réutilisées.

Comment avez-vous collecté ces données ?

70 % des données ont été collectées sur les sites des ordres et celui du ministère de la Santé par de petits robots informatiques que nous avons créés pour extraire et traiter les données publiées. Les 30 % restants ont été récupérés à partir de 280 fichiers « inexploitable » fournis par les laboratoires pharmaceutiques à l'Ordre des médecins. Une fois ces données collectées, nous les avons retravaillées pour en homogénéiser le contenu : les informations ayant été saisies manuellement dans la majorité des cas, des informations comme le nom des laboratoires, le nom, la qualification ou le métier des praticiens, les objets des contrats ou encore la nature des cadeaux, ont été exprimés très diversement. Enfin, une étape d'anonymisation a été réalisée à la fin de ce processus.

Comment avez-vous procédé à l'anonymisation des praticiens ?

Afin de permettre le calcul du montant des cadeaux perçus et des contrats signés par praticien, nous avons attribué un identifiant unique à chaque personne en se basant soit sur le RPPS (<http://esante.gouv.fr/services/le-repertoire-partage-des-professionnels-de-sante-rpps-0>) (numéro que le ministère de la Santé et les Ordres attribuent à tous les praticiens), soit sur le nom, prénom et département. Le RPPS n'ayant pas toujours été renseigné et les noms et prénoms ayant pu être saisis dans des formats variés ou avec des fautes, une même personne peut parfois apparaître sous différents identifiants dans les données que nous publions.

Les logiciels créés pour réaliser ce projet sont-ils libres ?

Oui, il sont accessibles sur la page github du projet sous licence Affero GPL v3 : <http://github.com/regardscitoyens/sunshine-data> (<http://github.com/regardscitoyens/sunshine-data>)

Remerciements

Regards Citoyens tient tout particulièrement à remercier Anne, Stéphane, Marc, Damien et Jean-Tristan sans qui ce projet n'aurait certainement pas pu voir le jour.

Les données en Open Data

Alors que le ministère de la Santé refuse de fournir les données du site Transparence Santé (<https://www.transparence.sante.gouv.fr/>) en Open Data, vous pouvez télécharger ici les données relatives aux cadeaux (appelés « avantages » dans le jargon de la Santé) et aux contrats (appelés « conventions ») sous licence libre ODbL (<http://vvlbri.org/fr/licence/odbl/10/fr>) et au format CSV.

Même si nous pensons qu'il est d'intérêt général de rendre public les noms de médecins et autres praticiens de santé ayant accepté des cadeaux ou signé des contrats avec l'industrie pharmaceutique, nous nous plions à contrecœur aux demandes de la CNIL (<http://www.cnil.fr/nc/institution/actualite/article/article/la-transparence-des-liens-dinterets-dans-le-secteur-de-sante-en-questions/>) de ne pas voir diffusés ailleurs que sur le site Transparence Santé (<https://www.transparence.sante.gouv.fr/>) les noms des praticiens ayant accepté cadeaux et contrats.

Les données publiées ont donc été anonymisées.

Si, comme nous, vous pensez que le ministère devrait diffuser en Open Data les données Sunshine et y inclure le montant des contrats et le nom des médecins, n'hésitez pas à écrire à la Ministre, à la présidente de la CNIL et à vos parlementaires !

Les données Sunshine de janvier 2012 à juin 2014 sont mises à disposition par Regards Citoyens sous différents agrégats :

- Les données des 2 780 798 cadeaux et contrats anonymisées (data/sunshine.anonymes.csv) (360 Mo)
- Les cadeaux (montant et nombre) et le nombre de contrats par praticien de santé (data/beneficiaires.csv) (42 Mo)
- Les cadeaux (montant et nombre) et le nombre de contrats par type de praticien de santé et par

département (data/metiers.departements.csv) (80 Ko)

- Les cadeaux (montant et nombre) et le nombre de contrats par labo et par département (data/labos.departements.csv) (810 Ko)
- Les cadeaux (montant et nombre) par type de cadeaux et par département (data/avantages.departements.csv) (60 Ko)
- Le nombre de contrats par type de contrat et par département (data/conventions.departements.csv) (45 Ko)

Ces données sont très riches. Les quelques visualisations proposées sur cette page ne permettent certainement pas d'en explorer toutes les facettes. Réutilisez-les pour vos propres analyses ! Si vous publiez cette réutilisation, n'hésitez pas à nous contacter pour que nous en fassions la publicité.